

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 NOVEMBRE 1904.

Projet de loi relatif à l'amortissement de la dette publique, aux recettes du fonds communal et au taux des droits sur les sucres.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Lorsque le Gouvernement, au mois de février 1903, a proposé aux Chambres un nouveau relèvement des droits d'entrée et d'accise sur les eaux-de-vie, il se promettait de cette mesure une réduction notable de la consommation humaine d'alcool. « Une réduction de 10 %, disait-il, ayant été » obtenue, à une époque récente, par un relèvement de 26 centimes par » litre, la réduction à résulter du relèvement de 50 centimes aujourd'hui » proposé sera probablement de 20 %, très certainement de 15 % au » moins (1). »

Sur cette dernière donnée, le supplément de recette à prévoir à raison du relèvement de l'impôt s'élevait à 15 millions de francs. Telle est la somme dont la loi du 18 février 1903 a réglé la contre-partie par les trois mesures suivantes :

- | | |
|--|-------------|
| 1° Augmentation de la part du fonds communal dans le produit des droits d'entrée et d'accise sur les eaux-de-vie, en compensation de la suppression du droit d'entrée sur le café non torréfié fr. | 3,250,000 » |
| 2° Augmentation de la dotation d'amortissement de la dette publique. | 8,000,000 » |
| 3° Augmentation de l'allocation annuelle au fonds spécial des pensions de vieillesse | 3,000,000 » |

On sait qu'à défaut de moyens d'investigation directs propres à constater le quantum de la consommation d'alcool de bouche, on évalue celle-ci en déduisant du total des quantités d'eau-de-vie produites dans le pays et des quantités importées le montant des exportations avec décharge des droits et

(1) Chambre des Représentants, séance des 12-13 février 1903, *Ann. parl.*, p. 506, col. 2, p. 531, col. 1.

les quantités utilisées à des usages industriels : le restant représente, en effet, les quantités destinées à la consommation humaine.

Ainsi que le constatait l'Exposé général du Budget pour l'exercice 1904, la consommation humaine ainsi calculée a subi, dès la mise en vigueur de la loi du 18 février 1903, une dépression de beaucoup supérieure à celle que le Gouvernement avait escomptée.

Évalué d'après les faits constatés en dernier lieu, le produit total des droits d'entrée ou d'accise sur les eaux-de-vie est fixé à 63,000,000 de francs au projet de Budget des Voies et Moyens pour 1905. Cette somme équivaut à peu près au montant de la recette effectuée en 1901.

Le fait est que, depuis la mise en vigueur de la loi de 1903, la consommation par tête d'habitant a diminué d'un tiers environ (6 litres contre 9 litres, chiffres ronds), ainsi qu'il est établi dans l'Exposé général du Budget pour 1905 : le dernier relèvement d'impôt, qui correspond au tiers du taux actuel, ne peut donc donner que la compensation pure et simple de la réduction de la quantité imposable.

Dans cet état de choses, la combinaison financière que le Gouvernement avait basée sur une plus-value présumée de 15 millions ne saurait être maintenue dans sa teneur intégrale.

Telle est, Messieurs, la raison d'être du projet de loi que, d'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations.

* * *

L'article 1^{er} du projet a rapport à la dotation d'amortissement de la dette publique.

Antérieurement à la loi du 18 février 1903, la dotation des trois séries de la dette 3 % était fixée à 0.20 % du capital nominal.

Par le projet de loi contenant le Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1904, le Gouvernement, obéissant à des considérations d'expectative quant aux ressources à provenir de l'alcool, proposait de fixer la dotation à 0.40 % pour cet exercice. A la suite d'un amendement dû à l'initiative parlementaire, ce taux fut abaissé à 0.30 %. C'est ce dernier chiffre que le Gouvernement propose aujourd'hui de consacrer par une disposition qui aura désormais un caractère organique.

Tel est l'objet de la première stipulation de l'article 1^{er} du projet de loi.

Il n'est pas sans intérêt de marquer ici la progression qu'a suivie dans le cours des cinq dernières années le montant des fonds d'amortissement (dotation d'amortissement et intérêts du capital amorti) :

1900.	Somme employée en rachat de titres	. . fr.	5,962,421 67
1901.	Id.	id.	6,786,796 80
1902.	Id.	id.	5,998,533 61
1903.	Id.	id.	7,406,296 46
1904.	Montant total porté au Budget (chiffre rond).		10,500,000 »

Le montant total porté au projet de Budget pour 1905
— sur la base de 0.30 % comme au Budget de 1904 —
s'élève à (chiffre rond). 11,130,000 »

Reste à expliquer la seconde disposition de l'article 1^{er}.

La loi du 24 avril 1902 a institué une dotation supplémentaire appelée à fonctionner dans le cas où, le cours de la rente dépassant le pair, les fonds d'amortissement, au lieu d'être employés en rachat de titres, sont portés en recette au Budget extraordinaire. Fixée en 1902 à fr. 5.20 % des fonds ainsi portés successivement en déduction des dépenses extraordinaires à solder par l'emprunt, la dotation supplémentaire dont il s'agit a été portée à 5.50 % dans la combinaison de 1905.

Comme conséquence de sa disposition principale, l'article 1^{er} du projet abaisse ce taux à 5.30 %.

Le projet stipule, comme de règle, que ses dispositions ne créent aucun droit nouveau au profit des porteurs de la rente.

* * *

Les articles 2 et 3 s'occupent des recettes du fonds communal.

Parmi ces recettes figure une quotité du produit des droits d'entrée et d'accise sur les eaux-de-vie, avec limite d'un maximum. Arrêté à 15,750,000 francs par l'article 5 de la loi du 17 juin 1896, lors du précédent relèvement de ces droits, le maximum de la part du fonds communal a été porté à 17 millions par l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 18 février 1905.

L'article 2 du présent projet rétablit l'ancien maximum; mais, en même temps, l'article 3 renferme les dispositions nécessaires pour que les ressources distribuées aux communes ne subissent aucune réduction et que l'accroissement régulier de ces ressources n'en soit même point compromis.

La statistique du fonds communal accuse, depuis l'origine (1861) jusqu'en 1903 inclusivement, une progression annuelle moyenne de 620,000 francs environ. Le mouvement s'est accéléré depuis 1885, et, pour la période de 1885 à 1903, la raison de la progression annuelle est de 737,112 francs.

Le Gouvernement propose de garantir aux communes non seulement un revenu égal à la somme répartie en dernier lieu, mais, en sus, la progression annuelle moyenne obtenue au cours des vingt dernières années.

Le revenu minimum ainsi garanti correspondra donc, à partir de 1904, à la somme répartie en 1905 augmentée annuellement de 700,000 francs. La progression assurée sera de 700,000 francs pour 1904, de 1,400,000 francs pour 1905, et ainsi de suite.

Le § 2 de l'article 3 stipule que la somme nécessaire pour parfaire le montant garanti sera prélevée sur la réserve du fonds communal, sans toutefois que le montant de celle-ci puisse être abaissé, de ce chef, au-dessous de 10 millions de francs. Dans l'hypothèse la plus défavorable, le manquant serait fourni sur les ressources générales du Trésor.

On sait que la réserve est constituée au moyen d'une retenue équivalente à l'augmentation, décrétée par l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 20 décembre 1862, des parts attribuées au fonds communal dans le produit brut des postes et dans le produit de certains droits d'accise.

Les dispositions organiques de la réserve, insérées dans l'article 2 précité, sont ainsi conçues :

« § 2. Une retenue équivalente à cette augmentation est opérée annuellement sur le fonds communal, pour servir à la formation d'une réserve, sans que cependant les sommes à répartir entre les communes puissent descendre de ce chef au-dessous de la moyenne des sommes réparties pendant les trois dernières années.

» § 3. Le montant de la réserve ne peut dépasser le tiers de cette moyenne.

» § 4. Chaque fois que, par suite d'une réduction dans les produits, le revenu annuel du fonds communal est inférieur à la moyenne indiquée ci-dessus, un prélèvement est effectué au profit des communes sur la réserve, à concurrence du montant du déficit. »

Voici dans quels termes l'auteur de la loi de 1862 justifiait l'institution de la réserve :

« A raison de la diversité des revenus du fonds communal, disait M. Frère-Orban dans l'Exposé des motifs, il ne subira qu'exceptionnellement des diminutions notables, qui, dans tous les cas, seront toujours suivies de près par des augmentations plus grandes; mais les réductions de ressources, ne fussent-elles que momentanées, occasionnant toujours une certaine perturbation dans l'administration des finances, il serait à désirer qu'une stabilité plus grande pût être assurée sous ce rapport aux communes. Tel sera l'effet des mesures contenues dans les §§ 2 à 4 de l'article 2. »

L'imputation éventuelle prévue par l'article 3, § 2, du présent projet de loi est donc parfaitement conforme à l'esprit de l'institution de la réserve du fonds communal.

La réserve s'élevait, au 31 décembre 1903, à fr. 13,227,682 22 (voir annexe B du projet de Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre de 1904).

La statistique du fonds communal atteste que les dépressions envisagées par l'auteur de la loi de 1862 ont été rares et peu importantes, et l'on doit reconnaître aujourd'hui que la réserve dépasse tous les besoins qui peuvent se produire.

*
* * *

Les dispositions des articles 1^{er} et 2 du projet forment en quelque sorte l'entrée en matière du projet de Budget général pour 1903.

Elles sont la conséquence du fait que la loi du 28 février 1903 n'a, en réalité, procuré aucune ressource nouvelle au trésor public.

Elles laissent subsister, de la combinaison financière adoptée en 1903, l'augmentation de la dotation annuelle allouée au fonds des pensions de vieillesse, et, en outre, un relèvement de moitié de la dotation d'amortissement de la dette publique. Il reste, de ces deux chefs, une charge nouvelle de 6 millions (chiffre rond) au total, supportée sans difficulté par le budget, grâce au développement de l'ensemble des ressources du Trésor.

. * .

L'article 103 de la loi du 21 août 1903 relative à la fabrication et à l'importation des sucres est ainsi conçu :

« Les droits de douane et d'accise fixés à 20 francs les 100 kilogrammes par les articles 1^{er} et 7 de la présente loi seront réduits à 15 francs à partir du 1^{er} janvier 1907 si, avant cette date, le taux de 20 francs n'a pas été confirmé par une loi. »

Il ne convient pas de laisser planer l'incertitude, jusqu'à une époque rapprochée de l'échéance marquée par cette disposition, sur un facteur économique susceptible d'influencer les conditions des contrats et des transactions commerciales. Le Gouvernement estime que le moment est venu de fixer d'une manière définitive le montant de l'impôt en question.

L'article 4 du présent projet confirme le taux établi par les dispositions de la loi de 1903.

Antérieurement à cette loi, l'accise sur le sucre revenait à fr. 51.13 par 100 kilogrammes de sucre raffiné, et la consommation intérieure était évaluée à 60 millions de kilogrammes au maximum.

« Un dégrèvement de 60 %, disait l'Exposé des motifs, aura indubitablement pour effet de développer notablement la consommation intérieure du sucre et des produits fabriqués à l'aide de cette denrée : chocolats, biscuits, confitures, fruits confits, etc. » Cette prévision s'est largement vérifiée : la quantité de sucre déclarée en consommation atteindra, en 1904, bien près de 80 millions de kilogrammes, sans compter 6 millions de kilogrammes environ délivrés en exemption totale ou partielle des droits pour la fabrication de produits sucrés et du sucre interverti ainsi que pour l'alimentation du bétail.

De tous les pays d'Europe où la production du sucre a pris de l'importance, l'Allemagne est le seul où le droit d'accise soit quelque peu inférieur au nôtre : fr. 17.50 contre 20 francs.

Le régime fiscal actuel des sucres en Belgique est très libéral, et, envisagée en elle-même, abstraction faite de toute considération connexe au sujet, la tarification adoptée en 1903 mérite d'être maintenue et confirmée.

En soumettant aux Chambres le projet de loi de 1903, le Gouvernement a exposé les considérations qui le déterminaient à laisser subsister une certaine marge entre le nouveau droit d'accise sur le sucre et celui qui frappe les glucoses (15 francs par 100 kilogrammes d'extrait sec).

L'intention du Gouvernement était cependant d'unifier les droits supportés par les diverses matières employées en brasserie : le malt, les glucoses et le sucre interverti. Ce dessein a été réalisé par arrêté royal du 8 décembre 1903 : faisant application de l'article 92, § 2, de la loi du 19 mai 1898, qui autorise la décharge partielle de l'accise pour le sucre saccharose employé à la fabrication du sucre interverti, l'article 1^{er} de l'arrêté stipule que le droit d'accise est, dans ce cas, réduit à 15 francs.

On se rappelle qu'à l'époque de l'élaboration de la loi de 1903, les fabri-

cants de glucose prétendaient que pareille mesure entraînerait la ruine immédiate de leur industrie. Dans l'opinion du Gouvernement, ce soutènement était excessif, et c'est ce que l'événement a démontré. La preuve se trouve dans le rapprochement des quantités de glucoses fabriquées pendant l'année 1902 de celles fabriquées pendant la période de douze mois qui a suivi la mise en vigueur de la loi du 21 août 1903. Voici ces quantités exprimées en kilogrammes de glucose renfermant 75 % d'extrait sec :

Année 1902	8,880,000 kilogr.
Période du 1 ^{er} septembre 1903 au 31 août 1904.	8,139,470 —

La différence en moins n'est donc que de 750,000 kilogrammes, ce qui représente moins de 10 % de la production constatée en dernier lieu.

Il est intéressant d'examiner, d'autre part, quelle influence la décharge octroyée en 1903 a exercé sur la production du sucre interverti.

Antérieurement à la loi du 21 août 1903, la fabrication du sucre interverti jouissait d'une décharge correspondant à la moitié environ de l'ancien droit sur le sucre; sous ce régime, la production mensuelle moyenne s'était élevée, pendant les huit premiers mois de 1903, à 347,400 kilogrammes.

Pendant la période qui s'est écoulée entre la mise en vigueur de la loi du 21 août et celle de l'arrêté royal du 8 décembre, c'est-à-dire pendant les quatre derniers mois de 1903, l'industrie du sucre interverti n'a plus joui d'aucune décharge, et sa production mensuelle moyenne est tombée à 118,500 kilogrammes : c'était, à bref délai, la ruine de cette industrie.

Enfin, sous l'influence de la disposition de 1903, accordant une réduction de 5 francs sur le montant du droit de 20 francs, la production du sucre interverti est remontée jusqu'au chiffre de 375,400 kilogrammes par mois.

Ces considérations montrent qu'un nouvel abaissement de 5 francs de l'accise sur le sucre, abaissement qui ne saurait exercer aucune influence sur la consommation générale de ce produit, ou bien entraînerait la ruine des industries de la glucose et du sucre interverti, ou obligerait le Gouvernement à proposer un nouveau dégrèvement en faveur de ces deux produits. Mais cette dernière mesure aurait pour effet de rompre l'équilibre, établi pour la première fois il y a un an à peine, au prix de mesures législatives complexes, entre les matières premières employées en brasserie : le malt continuerait à supporter un impôt de 15 francs par 100 kilogrammes, alors que la glucose et le sucre interverti ne paieraient plus qu'un droit de 10 francs.

Le Gouvernement ne peut accepter ni l'une ni l'autre des deux alternatives qui viennent d'être envisagées.

Il reste à constater, en terminant, que l'industrie du sucre, contrairement aux appréhensions que d'aucuns avaient conçues à la suite de la Convention internationale de 1902, se trouve aujourd'hui dans une situation normale et excellente, et l'on peut dès à présent affirmer que le prix de la betterave, pour la campagne prochaine, sera aussi rémunérateur qu'il le fut jamais dans le passé.

Le Ministre des Finances
et des Travaux publics,
 C^{te} DE SMET DE NAeyer.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et des Travaux publics,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances et des Travaux publics présentera en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

Dotation d'amortissement de la Dette publique.

ARTICLE PREMIER.

Les articles 5, 6 et 7 de la loi du 18 février 1903 sont remplacés par les dispositions suivantes :

La dotation annuelle de 0.20 % du capital nominal des trois séries de la Dette publique à 3 % est portée à 0.30 %; elle s'accroîtra des intérêts des titres rachetés.

La dotation supplémentaire d'amortissement instituée par l'article 2 de la loi du 24 avril 1902 est portée à 3.50 %.

Les dispositions qui précèdent seront appliquées aux dotations d'amortissement à inscrire au Budget de la Dette publique à partir de l'exercice 1903. Aucun droit nouveau n'est créé, du chef de ces dispositions, au profit des porteurs de titres de la Dette publique.

Fonds communal.

ART. 2.

Par modification à l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 18 février 1903, le maximum de la

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Minister van Financiën en Openbare Werken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën en Openbare Werken zal in Onzen Naam aan de Wetgevende Kamers voorleggen het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt.

Dotatie tot aflossing der Openbare Schuld.

ARTIKEL EÉN.

Artikelen 5, 6 en 7 der wet van 18ⁿ Februari 1903 worden vervangen door de nakomende bepalingen :

De jaarlijksche dotatie van 0.20 t. h. over het nominaal kapitaal van de drie reeksen der Openbare Schuld tegen 3 t. h. wordt op 0.30 t. h. gebracht; zij zal met den interest der ingekochte titels worden vermeerderd.

De bijkomende dotatie tot aflossing ingesteld bij artikel 2 der wet van 24ⁿ April 1902, wordt op 3.50 t. h. gebracht.

De voorafgaande bepalingen zullen, van het dienstjaar 1903 af, toegepast worden op de dotaties tot aflossing welke op de Begrooting der Openbare Schuld dienen voor te komen. Geen nieuw recht ontstaat uit hoofde dezer bepalingen, ten voordeele van de houders van titels der Openbare Schuld.

Gemeentefonds.

ART. 2.

Bij wijziging in artikel 4, § 1, der wet van 18ⁿ Februari 1903, wordt, te beginnen

part du fonds communal dans le produit annuel des droits d'entrée et d'accise sur les eaux-de-vie est ramené, à partir de l'année 1904, au chiffre de 13,750,000 francs fixé par l'article 3 de la loi du 17 juin 1896.

ART. 3.

§ 1^{er}. A partir de l'année 1904, la partie des revenus du fonds communal distribuée aux communes ne pourra être inférieure à la somme répartie en 1903 augmentée suivant une progression annuelle de 700,000 francs.

§ 2. La somme éventuellement nécessaire pour parfaire le montant garanti par le § 1^{er} sera prélevée sur la réserve établie par l'article 2, § 2, de la loi du 20 décembre 1862, sans que les prélèvements puissent abaisser la réserve au-dessous du chiffre de 10 millions de francs. Si les prélèvements effectués dans cette limite ne suffisaient pas à parfaire le montant susdit, le manquant serait prélevé sur les ressources générales du Trésor.

§ 3. Les dispositions faisant l'objet des §§ 1^{er} et 2 cesseront leurs effets à partir de l'année où la partie du revenu normal du fonds communal distribuée aux communes aura dépassé le montant garanti.

Taux des droits de douane et d'accise sur les jus et les sucres.

ART. 4.

Le taux des droits de douane et d'accise sur les jus et les sucres, fixé à 20 francs les 100 kilogrammes par les articles 1^{er} et 7 de la loi du 21 août 1903, est confirmé.

Donné à Ostende, le 8 octobre 1904.

van het jaar 1904, het maximum van het aandeel der gemeentefonds in de jaarlijksche opbrengst der invoer- en accijsrechten op de brandewijnen, gebracht op het cijfer van 13,750,000 frank dat bepaald is bij artikel 3 der wet van 17^{en} Juni 1896.

ART. 3.

§ 1. Te beginnen van het jaar 1904, mag het gedeelte der inkomsten van het gemeentefonds dat aan de gemeenten wordt uitgedeeld, niet minder bedragen dan de in 1903 verdeelde som vermeerderd met eene jaarlijksche klimming van 700,000 frank.

§ 2. De som noodig, in voorkomend geval, tot volmaking van het beloop gewaarborgd bij § 1, zal geliecht worden van de reserve ingesteld bij artikel 2, § 2, der wet van 20^{en} December 1862, zonder dat de lichtingen de reserve mogen doen dalen beneden het cijfer van 10 miljoen frank. Zijn de lichtingen, binnen die grens gedaan, onvoldoende om voormeld beloop te bereiken, dan wordt het ontbrekende genomen op de algemeene middelen van den Staatsschat.

§ 3. De bepalingen die het voorwerp uitmaken der §§ 1 en 2 zullen ophouden met kracht te hebben, te beginnen van het jaar waar het gedeelte van het aan de gemeenten uitgedeeld normaal inkomen des gemeentefonds het gewaarborgd beloop overtreft.

Bedrag der tol- en accijsrechten op het sap en de suiker.

ART. 4.

Het bedrag der tol- en accijsrechten op het sap en de suiker, op 20 frank de 100 kilogram bepaald bij de artikelen 1 en 7 der wet van 21^{en} Augustus 1903, wordt behouden.

Gegeven te Oostende, den 8^{en} October 1904.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

*Le Ministre des Finances
et des Travaux publics,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Financiën
en Openbare Werken,*

C^o DE SMET DE NAEYER.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 NOVEMBER 1904.

Wetontwerp betreffende de aflossing der Openbare Schuld, de ontvangsten van het gemeentefonds en het bedrag der rechten op de suiker.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Toen, in de maand Februari 1903, de Regeering bij de Kamers het voorstel indiende tot eene nieuwe verhooging der invoer- en accijsrechten op den brandewijn, verwachtte zij van dien maatregel eene merkelijke vermindering in het menschelijk alcoholverbruik. « Daar, zoo sprak zij, onlangs » eene nieuwe vermindering van 10 % werd bekomen, door eene verhooging van 26 centiemen per liter, zoo zal de vermindering te ontstaan uit » de thans voorgestelde verhooging van 30 centiemen, waarschijnlijk 20 %, » stellig ten minste 15 % bedragen (1).

Als gevolg van dezen laatsten grondslag, diende de bijkomende ontvangst, welke op voet van de verhooging der belasting te voorzien was, de som van 15 millioen te bereiken. Naar die som is het, dat bij de wet van 18^{de} Februari 1903 de tegenrekening werd bepaald door de drie nakomende maatregelen :

1 ^o Verhooging van het aandeel des gemeentefonds in de opbrengst der invoer- en accijsrechten op den brandewijn tot vergoeding der opheffing van het invoerrecht op ongebrande koffie. fr.	3,250,000 »
2 ^o Verhooging van de dotatie tot aflossing der Openbare Schuld	8,000,000 »
3 ^o Verhooging der jaarlijksche toelage aan het bijzonder fonds voor ouderdomspensioenen	3.000,000 »

(1) Kamer der Volksvertegenwoordigers, zitting van 12-15 Februari 1903, *Ann. parl.*, blz. 506, 2^e kolom, blz. 551, 4^e kolom.

't Is geweten, dat bij gebrek van rechtstreeksche onderzoeksmiddelen tot vaststelling van de door den mensch gedronken hoeveelheid alcohol, dit verbruik geraamd wordt met, van het totaal der in het land voortgebrachte en in het land ingevoerde hoeveelheden brandewijn, af te trekken het bedrag van de hoeveelheden uitgevoerd met afschrijving der rechten en van die welke tot nijverheidsverbruik gebezigd worden : immers, wat overblijft verlegenvoordigt de tot 's menschen verbruik bestemde hoeveelheden.

Zooals in de Algemeene Toelichting der Begrooting voor het dienstjaar 1904 werd vastgesteld, heeft het aldus voorafberekend menschelijk verbruik, van sinds het in werking stellen der wet van 18^{en} Februari 1903, veel meer afgenomen dan door de Regeering werd verwacht.

In het ontwerp der Begrooting van 's Lands Middelen voor 1903, wordt, volgens de jongste vastgestelde feiten, de raming van de totale opbrengst der invoer- en accijnsrechten op den brandewijn bepaald op 63,000,000 frank. Die som is ongeveer dezelfde als het beloop der in 1901 gedane opbrengst.

De waarheid is, dat sedert het in kracht zijn der wet van 1903, het verbruik per menschenhoofd ongeveer een derde vermindering heeft ondergaan (6 liter tegen 9 liter, ronde som), zooals vastgesteld is in de Algemeene Toelichting der Begrooting voor 1903 : de jongste verhooging van belasting, die gelijkstaat met het derde van de huidige taxe, kan dus niet geven dan de vergoeding der zuivere en eenvoudige vermindering der belastbare hoeveelheid.

In dien staat van zaken, kan de financieele berekening welke de Regeering op eene vermoedelijke waardetoeeneming van 13 millioen deed steunen, niet in haar geheel worden behouden.

Dit is, Mijne Heeren, de reden van bestaan dezes ontwerps van wet dat, ingevolge de bevelen van den Koning, ik de eer heb aan uwe beraadslagingen voor te leggen.

* * *

Artikel 1 van het ontwerp heeft betrekking op de dotatie tot aflossing der Openbare Schuld.

Vóór de wet van 18^{en} Februari 1903, was de dotatie van de drie reeksen der schuld 3 % bepaald op 0.20 % van het nominaal kapitaal.

Bij het wetsontwerp inhoudende de begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1904, werd door de Regeering — die, voor hetgeen de door den alcohol op te brengen geldmiddelen betreft, aan veel belovende beweegredenen gehoorzaamde — het voorstel gedaan om, voor dit dienstjaar, de dotatie op 0.40 % te bepalen. Tengevolge van een vanwege de Kamers uitgaande amendement, werd dit bedrag tot 0.30 % verlaagd. 't is dit laatste cijfer dat de Regeering heden voorstelt te bekrachtigen door eene bepaling die voortaan een organiek kenmerk zal hebben.

Dit is het voorwerp der eerste bepaling van artikel 1 des wetsontwerps.

Niet zonder belang is het hier aan te stippen de verhouding welke het bedrag der amortisatie-fondsen binnen den loop der vijf jongste

jaren heeft gevolgd (dotatie tot aflossing en interesten van het afgelost kapitaal) :

1900.	Som gebezigd tot inkoop van titels . . . fr.	5,962,421 67
1901.	Id. id.	6,786,796 80
1902.	Id. id.	5,998,533 64
1903.	Id. id.	7,406,296 46
1904.	Op de Begrooting gebracht totaal beloop (in ronde som).	10,500,000 »

Het totaal beloop voorkomende in het ontwerp van Begrooting voor 1905 — volgens den maatstaf van 0.30 % zooals op de Begrooting van 1904 — bedraagt (in ronde som) 11,130,000 »

Nu dient de tweede bepaling van artikel 1 te worden verklaard

De wet van 24^{de} April 1902 heeft eene bijdotatie ingesteld die geroepen is om dienst te doen wanneer de koers der rente hooger zijnde dan pari, de amortisatie-fondsen op de Buitengewone Begrooting in ontvangst worden gebracht, in plaats van tot het inkoopen van titels te worden besteed. In 1902 bepaald op 3.20 % voor de fondsen aldus in vermindering gebracht der buitengewone door de leening te bestrijden uitgaven, werd, in de berekening van 1903, de bedoelde bijdotatie tot 3.50 % verhoogd

Door artikel 1 van het ontwerp wordt, als gevolg zijner hoofdbepaling, dit bedrag tot 3.50 % verlaagd.

Het ontwerp bepaalt dat, naar het gebruik, geen nieuw recht ontstaat uit hoofde zijner beschikkingen ten bate van de rentehouders.

* * *

In artikelen 2 en 3 wordt gehandeld over de ontvangsten van het gemeentefonds.

Onder deze ontvangsten komt voor een aandeel in de opbrengst der invoer- en accijsrechten op den brandewijn met beperking van een maximum. Op 13,750,000 frank vastgesteld bij artikel 3 der wet van 17^{de} Juni 1896, tijdens de vorige verhooging dezer rechten, werd, bij artikel 4, § 1, der wet van 18^{de} Februari 1903, het maximum van het aandeel des gemeentefonds verhoogd tot 17 millioen.

Artikel 2 van dit ontwerp voert het vroegere maximum weder in; doch terzelfder tijd bevat artikel 3 bepalingen die noodig zijn tot voorkoming van vermindering der aan de gemeenten uitgedeelde hulpelden en tot van gevaar bevrijding van regelmatige klimming dezer gelden.

De statistiek van het gemeentefonds getuigt van sedert het begin (1864) tot en met 1903, van eene jaarlijksche middelmatige klimming van ongeveer 620,000 frank. Sinds 1885 heeft de aangroeiing toegenomen en, voor het tijdvak 1885 tot 1903, bedraagt de verhouding der jaarlijksche klimming 737,412 frank.

De Regeering stelt voor aan de gemeenten te waarborgen een inkomen

niet alleen gelijk aan de jongst uitgedeelde som, maar nog daarbij de jaarlijksche middelmatige klimming welke tijdens den loop der twintig laatste jaren werd verkregen.

Het alzoo gewaarborgd minimum inkomen zal dus, van 1904 af, gelijkstaan met de in 1903 uitgedeelde som vermeerderd met 700,000 frank per jaar. De verzekerde klimming bedraagt 700,000 frank voor 1904, 1,400,000 frank voor 1905, en zoo voorts.

Paragraaf 2 van artikel 3 bepaalt, dat de som noodig tot het volledig maken van het gewaarborgd beloop, zal worden voorafgelicht van de reserve des gemeentefonds, zonder dat, uit dien hoofde, haren inhoud beneden het cijfer van 10 millioen frank mag dalen. In de ongunstigste veronderstelling, wordt het ontbrekende genomen van de algemeene middelen van den Staatsschat.

't Is geweten, dat de reserve bestaat uit eene afhouding gelijk aan de vermeerdering, verordend bij artikel 2, § 1, der wet van 20^{de} December 1862, der aandeelen aan het gemeentefonds toegekend in de bruto opbrengst der posterijen en in de opbrengst van sommige accijnsrechten.

De bepalingen tot inrichting der reserve, die in voormeld artikel 2 voorkomen, luiden als volgt :

« § 2. Eene afhouding gelijkstaande met deze vermeerdering wordt » jaarlijks van het gemeentefonds gedaan, ten einde te dienen tot de vorming van een reservefonds, zonder dat nogtans de tusschen de gemeenten uit dezen hoofde te verdeelen sommen mogen dalen beneden het gemiddelde van de sommen welke gedurende de drie laatste jaren werden verdeeld.

» § 3. Het beloop van het reservefonds mag het derde deel van deze middensom niet te boven gaan.

» § 4. Telkenmale dat, tengevolge eener vermindering in de opbrengsten, het jaarlijksch inkomen van het gemeentefonds beneden de hierboven aangeduide middensom zal staan, wordt op het reservefonds eene vooraflichting gedaan ten beloope van het bedrag van het tekort. »

Ziehier in welke bewoordingen de inrichting van het reservefonds gerechtvaardigd werd door den vader der wet :

« Uit rede van de verscheidenheid der inkomsten van het gemeentefonds, zoo sprak den heer Frère-Orban in de Toelichting, zal, slechts bij uitzondering, dit fonds merkelijke dalingen ondergaan die, in al de gevallen steeds zullen gevolgd zijn door hoogere stijgingen; echter, al zijn de verminderingen ook maar voorbijgaand, zij geven steeds aanleiding tot zekere storing in het financiënbeheer; 't ware te wenschen dat, in dit opzicht, het mogelijk werd aan de gemeenten meer bestendigheid te verzekeren. De maatregelen bevat in de §§ 2 tot 4 van artikel 2 zullen dit tot uitslag hebben. »

De gebeurlijke toerekening voorzien bij artikel 3, § 2, van dit wetsontwerp, komt dus ten volle overeen met den geest van instelling der reserve van het gemeentefonds.

Op 31^{de} December 1903, bedroeg de reserve fr. 13,227,682 22 (men zie

bijlage B van het ontwerp van Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor order van 1904).

De statistiek van het gemeentefonds getuigt, dat de verlagingen welke door den vader van de wet van 1862 werden te gemoet gezien, zich zelden hebben voorgedaan en zij van weinig belang waren; ook dient heden te worden erkend, dat de reserve meer dan in staat is om te voorzien in al de behoeften die zich kunnen voordoen.

* * *

De bepalingen der artikelen 1 en 2 van het ontwerp maken in eenigerwijze de inleiding uit van het ontwerp van Algemeene Begrooting voor 1905.

Zij zijn het gevolg van het feit volgens hetwelk, in werkelijkheid, de wet van 28^e Februari 1903 geen nieuwe geldmiddelen aan den Staatsschat heeft bezorgd.

Van de in 1903 aangenomen financieele berekening, laten zij bestaan de vermeerdering der jaarlijksche dotatie die toegekend is aan het fonds der ouderdomspensioenen en, daarbij, eene verhooving van de helft der dotatie tot aflossing van de openbare schuld. Uit die twee punten is een nieuwen last ten bedrage van 6 millioen frank ontstaan, last die, dank zij de toeneming der gezamenlijke geldmiddelen van den Staatsschat, zonder bezwaarnis door de begrooting wordt gedragen.

* * *

Artikel 105 der wet van 21^e Augustus 1903 betreffende het vervaardigen en invoeren van suiker, luidt als volgt :

« De tol- en accijsrechten vastgesteld op 20 frank de 100 kilogram bij de artikelen 1 en 7 van deze wet, zullen, te beginnen van 1^e Januari 1907, op 15 frank worden verminderd indien, vóór dezen datum, het bedrag van 20 frank niet door eene wet bevestigd is geworden. »

Onzekerheid omtrent een economischen factor die op de voorwaarden der handelscontracten en -overeenkomsten invloed kan uitoefenen, mag niet blijven bestaan tot een tijdstip dat het bij die bepaling aangeduid termijn nabijkomt. De Regeering acht, dat het oogenblik gekomen is om het bedrag der bedoelde belasting voorgoed te bepalen.

Artikel 4 van dit ontwerp bekrachtigt de taxe vastgesteld bij de bepalingen der wet van 1903.

Vóór die wet bedroeg het accijsrecht op de suiker fr. 51.15 per 100 kilogram geraffineerde suiker, en het inlandsch verbruik werd geschat op hoogstens 60 millioen kilogram.

Eene vermindering van 60 %, zoo sprak de Toelichting, zal ongetwijfeld voor uitslag hebben de toeneming van het inlandsch verbruik van suiker en van de met deze waar bereide producten : chocolade, biscuits, confijten, geconfijte vruchten, enz. Dit vermoeden werd ten volle bevestigd : de tot verbruik aangegeven hoeveelheid zal, in 1904, 80 millioen kilogram nabij-

komen, zonder inbegrip van ongeveer 6 miljoen kilogram met geheelen of gedeeltelijken vrijdom van rechten, afgeleverd tot bereiding van gesuikerde producten en van invertsuiker alsmede tot voeding van het vee.

Van al de landen van Europa waar het vervaardigen van suiker merkkelijk heeft toegenomen, is Duitschland het eenige waar het accijnsrecht ietwat beneden het onze staat : fr. 17.50 tegen 20 frank.

Het huidig in België op de suiker toegepast fiscaal stelsel is vrij mild en, in zijn innerlijk waargenomen, onaangemerkt alle met het onderwerp samenhangende beschouwingen, verdient de in 1903 ingevoerde tarifiering te worden behouden en bekrachtigd.

Bij het ter overweging aan de Kamers voorgelegd wetsontwerp van 1903, heeft de Regeering de beweegredenen aangehaald die haar hebben aangezet tot het laten eener zekere ruimte tusschen het nieuw accijnsrecht op de suiker en dat hetwelk de glucosen treft (15 frank per 100 kilogram droog uittreksel).

Nogtans lag in de meening der Regeering het éénmaken der rechten die drukken op de verschillende grondstoffen welke bij het brouwen worden gebruikt : het mout, de glucosen en de invertsuiker. Dit doel werd verwezenlijkt bij Koninklijk besluit van 1903 : toepassing makende van artikel 92, § 2, der wet van 19^{de} Mei 1898, waarbij toegestaan wordt de gedeeltelijke afschrijving van den accijns voor de saccharose-suiker die tot het vervaardigen van invertsuiker wordt gebruikt, bepaalt artikel 1 van het besluit dat, in dit geval, het accijnsrecht op 15 frank verminderd wordt.

Men herinnert zich dat, tijdens de voorbereiding der wet van 1903, de fabrikanten van glucose beweerden, dat dergelijke maatregel den onmiddellijken ondergang hunner nijverheid tot gevolg zou hebben. De Regeering zag in die bewering eene overdrijving en de uitslag heeft die meening bevestigd. Het bewijs ligt in de nabijcoming der hoeveelheden glucose vervaardigd gedurende het jaar 1902 en die welke vervaardigd werden gedurende het tijdvak van twaalf maanden hetwelk volgde op het in werking stellen der wet van 21^{de} Augustus 1903. Ziehier deze hoeveelheden uitgedrukt in kilogrammen glucose met 75 % droog uittreksel :

Jaar 1902 8,880,000 kilogr.

Tijdvak van 1^{de} September 1903 tot 31^{de} Augustus 1904. 8,139,470 —

Het verschil in min bedraagt dus slechts 750,000 kilogram, hetgeen overeenkomt met minder dan 10 % van de opbrengst die laatstelijk werd vastgesteld.

Van een anderen kant is het belangrijk te onderzoeken welken invloed de in 1903 verleende afschrijving uitgeoefend heeft op de voortbrenging van de invertsuiker.

Vóór de wet van 21^{de} Augustus 1903, werd aan de vervaardiging van de invertsuiker eene afschrijving toegekend die overeenkomt met ongeveer de helft van het vroegere recht op de suiker; tijdens dit stelsel toegepast werd, was, gedurende de acht eerste maanden van 1903, de middelmatige opbrengst per maand geklommen tot 347,000 kilogram.

Gedurende den tijd verlopen tusschen het in werking brengen der wet van 21st Augustus en des Koninklijken besluits van 8^{de} December, 't is te zeggen gedurende de vier laatste maanden van 1903, werd aan de nijverheid van de invertsuiker geene afschrijving meer verleend, en hare maandelijksche middelmatige opbrengst daalde tot 118,500 kilogram : welhaast zou dan ook deze nijverheid gansch ten ondergaan.

Doch, onder den invloed der bepaling van 1903 waarvolgens eene vermindering van 5 frank wordt toegestaan op het beloop van het recht van 20 frank, is de opbrengst der invertsuiker op nieuw gestegen tot de som van 373,000 kilogram per maand.

Die beschouwingen doen zien dat eene nieuwe verlaging van 5 frank van den accijns op de suiker — verlaging die overigens zonder invloed is op het algemeen verbruik van dit voortbrengsel — tot gevolg zal hebben, ofwel de bewerking van den ondergang der nijverheidsinrichtingen voor de glucose en de invertsuiker, ofwel de verplichting voor de Regeering om, ten bate dezer beide producten, een nieuw voorstel tot vermindering te doen. Doch, het gevolg van dezen laatsten maatregel zou de verijdeling méebrengen van het evenwicht dat, voor de eerste maal slechts sinds ter nauwernood één jaar, ten koste van ingewikkelde wetsbepalingen werd bekomen tusschen de bij het brouwen gebezigde grondstoffen; op het mout zou eene belasting van 15 frank per 100 kilogram blijven drukken, terwijl glucose en suiker slechts een recht van 10 frank zouden betalen.

Noch de eene noch de andere dier beide toestanden is voor de Regeering onaannemelijk.

Om te sluiten, blijft te worden aangemerkt dat, in strijd met de vrees door sommigen opgevat ten gevolge der Internationale Overeenkomst van 1902, de suikernijverheid zich heden bevindt in een normalen en voortreffelijken toestand; ook mag, van nu af, worden beweerd, dat voor het toekomend werkseizoen de prijs van de beet zoo winstgevend als ooit zal zijn.

*De Minister van Financiën
en Openbare Werken,*

C^{te} DE SMET DE NAEYER.

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des
Finances et des Travaux publics,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances et des Travaux publics présentera en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

*Dotation d'amortissement de la Dette
publique.*

ARTICLE PREMIER.

Les articles 5, 6 et 7 de la loi du 18 février 1903 sont remplacés par les dispositions suivantes :

La dotation annuelle de 0.20 % du capital nominal des trois séries de la Dette publique à 3 % est portée à 0.30 %; elle s'accroîtra des intérêts des titres rachetés.

La dotation supplémentaire d'amortissement instituée par l'article 2 de la loi du 24 avril 1902 est portée à 3.30 %.

Les dispositions qui précèdent seront appliquées aux dotations d'amortissement à inscrire au Budget de la Dette publique à partir de l'exercice 1905. Aucun droit nouveau n'est créé, du chef de ces dispositions, au profit des porteurs de titres de la Dette publique.

Fonds communal.

ART. 2.

Par modification à l'article 4, § 1^{er}, de la loi du 18 février 1903, le maximum de la

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Minister van
Financiën en Openbare Werken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën en Openbare Werken zal in Onzen Naam aan de Wetgevende Kamers voorleggen het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt :

Dotatie tot aflossing der Openbare Schuld.

ARTIKEL ÉÉN.

Artikelen 5, 6 en 7 der wet van 18^{de} Februari 1903 worden vervangen door de nakomende bepalingen :

De jaarlijksche dotatie van 0.20 t. h. over het nominaal kapitaal van de drie reeksen der Openbare Schuld tegen 3 t. h. wordt op 0.30 t. h. gebracht; zij zal met den interest der ingekochte titels worden vermeerderd.

De bijkomende dotatie tot aflossing ingesteld bij artikel 2 der wet van 24^{de} April 1902, wordt op 3.30 t. h. gebracht.

De voorafgaande bepalingen zullen, van het diensjaar 1905 af, toegepast worden op de dotatiën tot aflossing welke op de Begrooting der Openbare Schuld dienen voor te komen. Geen nieuw recht ontstaat uit hoofde dezer bepalingen, ten voordeele van de houders van titels der Openbare Schuld.

Gemeentefonds.

ART. 2.

Bij wijziging in artikel 4, § 1, der wet van 18^{de} Februari 1903, wordt, te beginnen

part du fonds communal dans le produit annuel des droits d'entrée et d'accise sur les eaux-de-vie est ramené, à partir de l'année 1904, au chiffre de 13,730,000 francs fixé par l'article 5 de la loi du 17 juin 1896.

ART. 3.

§ 1^{er}. A partir de l'année 1904, la partie des revenus du fonds communal distribuée aux communes ne pourra être inférieure à la somme répartie en 1903 augmentée suivant une progression annuelle de 700,000 francs.

§ 2. La somme éventuellement nécessaire pour parfaire le montant garanti par le § 1^{er} sera prélevée sur la réserve établie par l'article 2, § 2, de la loi du 20 décembre 1862, sans que les prélèvements puissent abaisser la réserve au-dessous du chiffre de 10 millions de francs. Si les prélèvements effectués dans cette limite ne suffisaient pas à parfaire le montant susdit, le manquant serait prélevé sur les ressources générales du Trésor.

§ 3. Les dispositions faisant l'objet des §§ 1^{er} et 2 cesseront leurs effets à partir de l'année où la partie du revenu normal du fonds communal distribuée aux communes aura dépassé le montant garanti.

Taux des droits de douane et d'accise sur les jus et les sucres.

ART. 4.

Le taux des droits de douane et d'accise sur les jus et les sucres, fixé à 20 francs les 100 kilogrammes par les articles 1^{er} et 7 de la loi du 21 août 1903, est confirmé.

Donné à Ostende, le 8 octobre 1904.

van het jaar 1904, het maximum van het aandeel des gemeentefonds in de jaarlijkse opbrengst der invoer- en accijsrechten op de brandewijnen, gebracht op het cijfer van 13,730,000 frank dat bepaald is bij artikel 5 der wet van 17^e Juni 1896.

ART. 3.

§ 1. Te beginnen van het jaar 1904, mag het gedeelte der inkomsten van het gemeentefonds dat aan de gemeenten wordt uitgedeeld, niet minder bedragen dan de in 1903 verdeelde som vermeerderd met eene jaarlijkse klimming van 700,000 frank.

§ 2. De som noodig, in voorkomend geval, tot volmaking van het beloop gewaarborgd bij § 1, zal gelicht worden van de reserve ingesteld bij artikel 2, § 2, der wet van 20^e December 1862, zonder dat de lichtingen de reserve mogen doen dalen beneden het cijfer van 10 miljoen frank. Zijn de lichtingen, binnen die grens gedaan, onvoldoende om voormeld beloop te bereiken, dan wordt het ontbrekende genomen op de algemeene middelen van den Staatsschat.

§ 3. De bepalingen die het voorwerp uitmaken der §§ 1 en 2 zullen ophouden met kracht te hebben, te beginnen van het jaar waar het gedeelte van het aan de gemeenten uitgedeeld normaal inkomen des gemeentefonds het gewaarborgd beloop overtreft.

Bedrag der tol- en accijsrechten op het sap en de suiker.

ART. 4.

Het bedrag der tol- en accijsrechten op het sap en de suiker, op 20 frank de 100 kilogram bepaald bij de artikelen 1 en 7 der wet van 21^e Augustus 1903, wordt behouden.

Gegeven te Oostende, den 8^{en} October 1904.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

*Le Ministre des Finances
et des Travaux publics,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Financiën
en Openbare Werken,*

C^{te} DE SMET DE NAEYER.